

**Fournisseurs : NOTE D'INFORMATION SUR LE TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE
PERSONNEL CONFORMÉMENT AU RÈGLEMENT (UE) 2016/679.**

Ce document fournit les informations suivantes concernant le traitement des données à caractère personnel (ci-dessous "Données Personnelles") de nos fournisseurs, de leur personnel et autres sujets dont nos fournisseurs se prévaudront en référence à la relation contractuelle (ci-dessous "Contrat") avec notre société.

Responsable du traitement

Le Responsable du traitement des Données Personnelles aux finalités spécifiées dans la présente note d'information sur la protection de la vie privée est Laboratoires Fidia S.a.s., 5, rue du Helder, 75009 Paris (ci-dessous "Société").

Catégories de données traitées

La Société peut traiter selon les cas et lorsque cela est nécessaire aux finalités décrites ci-dessous - les catégories suivantes de Données Personnelles :

- a) les données biographiques (nom et prénom, date de naissance, adresse, etc.) ;
- b) les données de contact (numéro de téléphone, numéro de portable, courriel, etc.) ;
- c) toute autre donnée préparatoire et/ou relative à l'établissement et/ou à l'exécution du Contrat.

Modalités du traitement

Le traitement des Données Personnelles est effectué avec des procédures et des mesures appropriées pour garantir la sécurité, en termes d'intégrité, de confidentialité et d'accessibilité, conformément aux dispositions de la loi applicable en matière de protection des données.

La Société traitera les Données Personnelles à la fois sur papier et au moyen d'instruments électroniques et informatiques.

Les noms et les données de contact qui seront traités par la Société pour l'exécution du Contrat pourront être inclus dans les annuaires de téléphone, de fax et de courrier électronique de la Société, si nécessaire aux fins spécifiées ci-dessous.

Caractéristiques du traitement

Finalités du traitement	Base légale du traitement	Nature de la fourniture des Données Personnelles et conséquences d'un défaut de fourniture de ces données	Durée de conservation des Données Personnelles (ou critères pour la déterminer)
Gestion de la relation contractuelle			
La réponse à des demandes spécifiques	Nécessité d'établir/de réaliser des mesures	La fourniture des Données Personnelles pour cette finalité est	Les Données Personnelles seront

<p>et l'établissement, la gestion et l'exécution du Contrat et le respect de toutes les obligations contractuelles, administratives, comptables et légales y afférentes.</p>	<p>précontractuelles adoptées à la demande de la personne concernée et/ou du Contrat et/ou de toute réalisation et/ou obligation connexe en vertu du droit applicable.</p>	<p>une obligation à la fois les contrats et légale d'établir/ exécuter des mesures précontractuelles adoptées à la demande de la personne concernée et/ou le Contrat et/ou de toute exécution et/ou obligation connexe conformément à la loi applicable.</p> <p>En cas de manquement à l'obligation de fournir des Données Personnelles, la réponse à d'éventuelles demandes peut empêcher, en tout ou en partie, l'établissement et/ou la bonne exécution du Contrat.</p>	<p>conservées pendant toute la durée du Contrat ou pendant une période supplémentaire, si cela est nécessaire pour se conformer aux obligations découlant de la loi applicable ou pour exercer et/ou défendre un droit devant les autorités judiciaires compétentes, et dans tous les autres cas appropriés.</p>
--	--	--	--

Les sujets qui peuvent prendre connaissance de Données Personnelles ou auxquels des Données Personnelles peuvent être communiquées.

Les Données Personnelles seront traitées par des sujets explicitement autorisés par la Société, tels que le personnel impliqué en raison de nécessités spécifiques pour l'exécution du Contrat, le personnel des unités commerciales telles que les Bureau des Achats, du Bureau Central, de l'Administration, des Finances et des Audits, et appartenant à toute autre unité commerciale impliquée selon les besoins du Contrat.

Lorsque cela est nécessaire aux finalités susmentionnées, les Données Personnelles peuvent être communiquées à des sujets externes à l'organisation de la Société tels que, par exemple, les fournisseurs de biens et de services, y compris les services TIC, les conseillers fiscaux, les conseillers juridiques, les entités et les institutions d'assurance, les banques et autres établissements de crédit, également à l'étranger, et, tant que cela est nécessaire à l'exécution du Contrat, aux autorités et/ou entités publiques concernées.

Lorsque cela est nécessaire aux finalités susmentionnées, la Société peut communiquer des Données Personnelles à d'autres sociétés du groupe auquel elle appartient.

La Société peut communiquer des Données Personnelles à des pays hors de l'Union Européenne, qui peuvent ne pas assurer le même niveau de sécurité des Données Personnelles que celui prévu par le droit européen. Ce transfert sera effectué si cela est nécessaire à l'exécution du Contrat, ou à la mise en œuvre de mesures précontractuelles prises à la demande des personnes concernées, ou tant que le transfert est nécessaire à la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit devant les autorités judiciaires ou à la protection des intérêts vitaux lorsque les personnes concernées sont physiquement ou juridiquement incapables de donner leur consentement ou lorsque les personnes concernées ont explicitement donné leur consentement au transfert.

En cas d'éventuels transferts ultérieurs de Données Personnelles, la société n'effectuera que ces transferts:

- vers des pays tiers, un ou plusieurs secteurs spécifiques au sein d'un pays tiers ou des organisations internationales pour lesquels la Commission Européenne estime qu'un niveau adéquat de protection des Données Personnelles est en place ; ou
- si le destinataire des données a obtenu une certification appropriée ou a adhéré à un Code de Conduite spécifique garantissant que le traitement des Données Personnelles est effectué avec des garanties appropriées au regard du droit de l'UE ; ou
- si la Société a mis en place des garanties appropriées pour protéger les Données Personnelles, en concluant des Contrats incluant les Clauses Contractuelles Types, telles que préparées par la Commission Européenne ou préparées par l'Autorité nationale de protection des données et approuvées par la Commission Européenne.

De plus amples informations sur les garanties adoptées par la Société pour ces transferts, ainsi qu'une copie de ces garanties, sont disponibles en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPD) à l'adresse électronique suivante : dpo@fidiapharma.it.

Droits

En ce qui concerne le traitement des Données Personnelles effectué par la Société, toute personne concernée a le droit d'exercer à tout moment les droits suivants :

Droit	Contenu du droit	Conditions possibles pour l'exercice du droit
Droit d'accès (Art. 15 du règlement de l'UE 2016/679)	Droit d'obtenir la confirmation que des Données Personnelles la concernant sont ou ne sont pas traitées Données Personnelles et, lorsqu'elles le sont, d'exiger l'accès auxdites Données Personnelles, et aux informations visées à l'Art. 15 du règlement UE 2016/679, et d'obtenir une copie de ces Données Personnelles.	En cas de demande de copies supplémentaires de ses Données Personnelles, des frais raisonnables basés sur les coûts administratifs peuvent être facturés. En outre, la demande de la personne concernée d'obtenir une copie de ses Données Personnelles ne doit pas atteinte aux droits et libertés d'autrui
Droit de rectification (Art. 16 du règlement de l'UE 2016/679)	Droit de signaler l'éventuelle inexactitude de ses Données Personnelles pour en obtenir la rectification. Si nécessaire, la personne concernée a le droit de faire compléter des Données Personnelles incomplètes, y compris en fournissant une déclaration complémentaire.	

<p>Droit à l'effacement (Art. 17 du règlement de l'UE 2016/679)</p>	<p>Droit d'obtenir l'effacement de ses Données Personnelles dans les cas prévus par l'Art. 17 du règlement (UE) 2016/679. Dans ces cas, ces données seront effacées et, si elles sont rendues publiques, compte tenu de la technologie disponible et du coût de mise en œuvre, des mesures raisonnables seront adoptées pour informer les Responsables du traitement qui traitent les Données Personnelles de la demande d'effacement.</p>	<p>Le droit à l'effacement peut être soumis à des limitations en vertu de la législation nationale et/ou européenne, par exemple en cas de nécessité pour la Société de traiter les données pour se conformer à des obligations légales ou pour constater, exercer et/ou défendre un droit devant les tribunaux.</p>
<p>Droit à la limitation du traitement (Art. 18 du règlement de l'UE 2016/679)</p>	<p>Ce droit prévoit le marquage des Données Personnelles stockées de la personne concernée dans le but de limiter leur traitement à l'avenir. Lorsque le traitement a été limité dans les cas prévus par la loi applicable, les Données Personnelles ne peuvent, à l'exception de la conservation, être traitées qu'avec le consentement de la personne concernée, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice, ou pour la protection des droits d'une autre personne physique ou morale, ou encore pour des motifs importants d'intérêt public de l'Union ou d'un État membre Données Personnelles. La personne concernée a le droit d'être informée avant que la limitation du traitement ne soit levée.</p>	<p>La personne concernée a le droit de restreindre l'accès a les Données Personnelles la concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) s'il conteste l'exactitude des Données Personnelles, pendant une durée permettant au Responsable du traitement de vérifier l'exactitude des Données Personnelles; b) si le traitement est illicite et la personne concernée s'oppose à leur effacement des Données Personnelles et exige à la place la limitation de leur utilisation ; c) même si la Société n'a plus besoin des Données Personnelles aux finalité du traitement, mais celles-ci sont encore nécessaires à la personne concernée pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice; d) la personne concernée s'est opposée au traitement en vertu de l'Art. 21,

		paragraphe 1, du règlement UE 2016/679, pendant la vérification portant sur le point de savoir si les motifs légitimes poursuivis par le Responsable du traitement prévalent sur ceux de la personne concernée.
Droit d'obtenir la notification des destinataires sensibilisés en cas de rectification, d'effacement ou de limitation du traitement. (Art. 19 du règlement de l'UE 2016/679)	Ce droit consiste en la possibilité de demander et d'obtenir de la Société l'indication du destinataire sensibilisés en cas de rectification, d'effacement ou de limitation du traitement.	La communication aux destinataires sera effectuée, sauf si cela s'avère impossible ou implique des efforts disproportionnés.
Droit à la portabilité des données (Art. 20 du règlement de l'UE 2016/679)	Droit de la personne concernée de recevoir les Données Personnelles les concernant, qu'elles ont fournies à la Société, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine et droit de transmettre ces données à un autre Responsable du traitement sans obstacle.	Ce droit n'est applicable uniquement si le traitement est fondé sur le consentement de la personne concernée ou est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel elle est partie, ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de la personne concernée et si le traitement est effectué par des moyens automatisés et de toute façon dans la mesure autorisée par l'Art. 20 du règlement (UE) 2016/679.
Droit d'opposition au traitement (Art. 21 du règlement de l'UE 2016/679)	Droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à la situation particulière de la personne concernée, à un traitement des Données Personnelles la concernant qui est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investie la Société ou si ce traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le	Société ne traite plus les Données Personnelles, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

	<p>Responsable du traitement ou par un tiers, y compris le profilage fondé sur ces dispositions.</p> <p>Lorsque les Données Personnelles sont traitées à des fins de prospection, la personne concernée a le droit de s'opposer à tout moment au traitement des Données Personnelles la concernant à de telles fins de prospection, y compris au profilage dans la mesure où il est lié à une telle prospection Données Personnelles.</p>	
<p>Droits relatifs à la prise de décision automatisée, y compris le profilage (Art. 22 du règlement UE 2016/679).</p>	<p>Droit d'obtenir l'indication de l'existence d'une prise de décision automatisée, y compris un profilage, visée à l'Art. 22, paragraphes 1 et 4, et, au moins en pareils cas, des informations utiles concernant la logique sous-jacente, ainsi que l'importance et les conséquences prévues de ce traitement.</p> <p>La personne concernée a le droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative de façon similaire.</p>	<p>Le droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée uniquement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques concernant la personne concernée ou l'affectant de manière significative de façon similaire ne s'applique pas dans les limites et conditions prévues à l'Art. 22 du règlement (UE) 2016/679</p>
<p>Droit de retrait (Art. 7, par. 3, Art. 13 par. 2, lettre c) et Art. 14 par. 2, lettre d), du règlement de l'UE 2016/679).</p>	<p>Lorsque la base légale du traitement des Données Personnelles est le consentement de la personne concernée, celle-ci a le droit de retirer ce consentement à tout moment.</p>	<p>La demande n'affecte pas la licéité du traitement fondé sur le consentement de la personne concernée avant son retrait.</p>
<p>Droit de déposer une plainte auprès d'une autorité de contrôle (Art. 13, par. 2, lettre d et Art. 14, par. 2, let. e)), art. 77 du règlement UE 2016/679).</p>	<p>Droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle de la protection des données compétente, en particulier dans l'État membre de la résidence habituelle de la personne concernée, de son lieu de travail ou le lieu où la violation aurait été commise.</p>	

	L'autorités de contrôle de la protection des données en France est le CNIL : https://www.cnil.fr/professionnel	
--	---	--

En cas de demande d'exercice de ces droits, la Société pourrait avoir la nécessité de vérifier l'identité de la personne concernée et, par conséquent, il sera nécessaire que la personne concernée fournisse ses données d'identification et les données de contact essentielles pour l'identifier et la contacter en référence à sa demande.

Les éventuelles limitations à l'exercice des droits des personnes concernées, et aux obligations qui en découlent pour la Société, peuvent être prévues par la loi applicable.

Coordonnées de contact

Pour toute information complémentaire concernant les droits ci-dessus et pour les exercer, ainsi que pour toute question relative au traitement de ses Données Personnelles, la personne concernée peut écrire au délégué à la protection des données de la Société à l'adresse suivante : Laboratoires Fidia S.a.s., 5, rue du Helder, 75009 Paris, email: dpo@fidiapharma.it.

Politique publiée en data: 2 mai 2022